

dispensées ; (iii) la mauvaise perception de la formation professionnelle par la société ; (iv) le coût des formations souvent élevé ; (vi) les investissements faibles de la partie nationale pour ce sous-secteur ; (vii) la participation insuffisante du secteur privé dans gestion et la conception de la formation professionnelle pour répondre aux besoins des entreprises ; (viii) une gestion et une faible coordination de la formation dispersées entre plusieurs acteurs, la situation sécuritaire qui renforce les difficultés à trouver des activités économiques pour les jeunes surtout dans le Nord et le Centre.

D'autres éléments viennent aggraver cette situation : une croissance démographique élevée<sup>21</sup>, la structure de l'économie du pays et la difficulté de cette dernière à générer plus d'emplois dans les secteurs porteurs, le manque d'initiatives favorisant l'insertion professionnelle pour garantir la transition entre formation et emploi ou encore la prévalence du travail informel qui constitue de fait, l'économie majoritaire du Mali.

Par rapport aux personnes vivant avec un handicap, l'éducation est l'un des moyens les plus efficaces qui soient pour rompre le cycle de discrimination et de pauvreté auquel les enfants vivant avec un handicap et leurs familles sont souvent confrontés<sup>22</sup>. Des progrès ont été réalisés, à savoir : (i) la prise en compte de la dimension Handicap dans le document du CREDD 2019-2023 et dans le PRODEC 2, (ii) l'adoption de la loi n°2018-027 du 12 juin 2018 relative aux droits des personnes vivant avec un handicap et le décret n°2021-0662/PTRN du 23 septembre 2021 fixant les modalités d'application de la loi suscitée. Mais, en dépit des avancées observées, des efforts restent à fournir<sup>23</sup> et la pratique d'éducation inclusive n'est pas encore ancrée dans les approches pédagogiques au niveau national<sup>24</sup>.

Les parties prenantes clés sont:

Les écoles et les structures de formation, les services déconcentrés de l'éducation et de l'emploi pour les jeunes, les acteurs et différents réseaux du secteur privé, les entrepreneurs, les organisations de micro-crédits et de financements, les cabinets de coaching..

Les élèves/apprenants (avec un accent particulier sur les filles/jeunes femmes et les filles/jeunes femmes et garçons/jeunes hommes vivant avec un handicap), les familles des jeunes et des enfants d'âge scolaire, les organisations de la société civile (dont associations et coopératives) y compris les organisations de femmes, les organisations de personnes vivant avec un handicap et les organisations qui défendent le droit à l'éducation inclusive et à l'éducation pour tous et toutes.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

**L'objectif général** de cette action est de **contribuer à assurer le droit des citoyens à une éducation et formation de qualité à travers un système éducatif inclusif, mieux adapté, cohérent et fonctionnel.**

Les **objectifs spécifiques** de cette action sont:

1. Développer l'offre de formation en lien avec les besoins de l'économie et les potentialités locales, afin de contribuer à l'auto-entrepreneuriat, l'insertion socio-professionnelle des jeunes de 15 à 35 ans et de répondre au besoin du secteur privé.
2. Assurer durablement l'acquisition des compétences attendues de l'enseignement fondamental pour tous les élèves des communes d'intervention.

Les produits à fournir dans la cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

<sup>21</sup> Source : données de la Banque mondiale au Mali, 2018

<sup>22</sup> Ibid.

<sup>23</sup> [https://mali.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/rapport\\_national\\_volontaire\\_2022.pdf](https://mali.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/rapport_national_volontaire_2022.pdf)

<sup>24</sup> <https://www.globalpartnership.org/fr/node/document/download?file=document/file/2020-8-Mali-ESP-Analysis.pdf>